



Manifeste pour l'objection de croissance

Bruxelles, le 18 octobre 2009

Mouvement politique des objecteurs de croissance

Rue d'Edimbourg 26 - 1050 Bruxelles
www.objecteursdecroissance.be

Nous vivons dans un monde en crise, à tous points de vue, sur une planète que nous sommes en train de rendre impropre à notre survie et à celle de nombreuses autres espèces vivantes¹. Nombreux sont ceux qui partagent cette analyse. Pourtant, face à cette situation très grave, les décideurs de tous ordres (économiques, financiers, politiques...), confortés par une confiance aveugle en la technologie et la science, ne proposent que des actions conformes à notre modèle actuel, celui-là même à l'origine de la crise, celui du développement et de la croissance économiques infinis avec pour tout imaginaire l'accumulation des biens sans limite. Vous qui vous préoccupez du devenir de l'humanité et de la planète, nous vous invitons à nous rejoindre et à porter un regard critique, neuf, global sur notre modèle de société et ses effets, aux niveaux écologique, social, culturel et éthique ; à réfléchir avec nous à un projet de société solidaire et juste, fondé sur l'objection de croissance, où l'empreinte écologique² de chacun et de tous serait inférieure à la limite tolérable par l'écosystème qui nous fait vivre.

L'objection de croissance est une mise en question de la croissance économique, objectif déclaré des gouvernements, enfermés dans une vision réductrice de l'être humain où seules comptent ses fonctions économiques de production et de consommation. Cette logique de croissance est censée être indispensable au bonheur de tous. Il est pourtant impossible de généraliser une politique de croissance économique. Sur une planète limitée, la croissance illimitée est intenable : elle accélère l'épuisement des ressources non renouvelables au-delà du gérable et celui des ressources renouvelables au-delà du rythme de leur renouvellement.

A ce jour, les pays riches (dits développés), en prélevant les ressources naturelles à un rythme de plus en plus élevé, provoquent des déséquilibres de plus en plus dangereux. Les impacts écologiques négatifs touchent la planète entière mais pénalisent avant tout les pays pauvres, lesquels n'ont pratiquement aucune responsabilité dans cette situation. Par ailleurs, comme les activités économiques sont largement fondées sur l'utilisation et la

transformation de ressources non renouvelables, en particulier les énergies fossiles et fissiles dont le rôle est déterminant, il va de soi que la compétition pour l'accès à ces ressources limitées fait des gagnants et des perdants. Il est parfaitement hypocrite de faire croire que tout le monde peut être bénéficiaire d'un tel système basé sur l'esprit de conquête et la marchandisation du monde : les peuples des pays « en développement » sont inexorablement appelés à être les perdants de l'occidentalisation de la planète.

Une autre conséquence dramatique de la logique de croissance réside dans le fait qu'elle néglige les biens communs, ignore les pratiques sociales et les ressources dépourvues de valeur marchande ou qui font obstacle à l'expansion du marché. Le sacrosaint PIB (produit intérieur brut), dont on se sert pour évaluer la santé des nations, mesure la somme des valeurs marchandes ajoutées produites dans un pays pendant un an. Toute activité productrice de biens et de services rémunérés contribue donc à la croissance de ce PIB. Rien ne distingue une activité néfaste d'une activité positive ; de même, les dégâts provoqués par une activité économique ne sont comptabilisés que s'il y a réparation par une autre activité. La dynamique de croissance mesurée par le PIB ignore donc les dégâts écologiques et sociaux, entraînant au mieux leur réparation mais jamais la prévention et moins encore la précaution.

On constate aujourd'hui que, dans les pays riches comme le nôtre, la logique de croissance accroît les écarts de revenus et de bien-être entre les plus riches et les plus pauvres. Elle s'accompagne de pollutions irréversibles et d'une production de déchets non dégradables menaçant de plus en plus notre milieu de vie. Elle détruit de plus en plus le lien social et la sphère de la gratuité, notamment cette part du travail non rémunérée à forte utilité sociale. Nous constatons donc les méfaits de l'économisme dominant et invitons à choisir la voie de l'objection de croissance pour une société écologiquement soutenable, juste et solidaire.

Quatre crises intimement liées qui constituent une crise de civilisation

Crise écologique, d'abord.

Les dégâts causés par l'industrialisation sont innombrables : les êtres humains épuisent les ressources naturelles, font disparaître des milliers d'espèces, polluent l'air, l'eau et les sols, déciment les forêts, produisent tant de gaz à effet de serre que le climat se modifie. L'ensemble des pollutions, qu'elles soient chimiques, radioactives, électromagnétiques ou de toute autre nature, ont des conséquences incontrôlables et néfastes pour la vie humaine et la biodiversité. Tout indique que certains seuils d'irréversibilité sont dépassés ou en voie de l'être. Accroître encore plus les niveaux de pollution relève de l'inconscience et de l'irresponsabilité.

Les pays riches (Europe, U.S.A., Japon...) dilapident les ressources naturelles à un rythme tel que si tous les habitants de la planète adoptaient le mode de vie que ces pays industrialisés font miroiter à travers le monde, ce sont trois à six planètes qui seraient nécessaires ! Les réponses politiques à ce propos, corsetées par la logique de croissance, sont tout simplement non pertinentes.

Crise sociale, encore.

Malgré toutes les promesses de la croissance, l'insécurité alimentaire ne régresse pas dans le monde et la sous-alimentation voire la famine tuent ou compromettent la santé de centaines de millions de personnes. Au même moment, les maladies liées au mode de vie occidental et aux diverses pollutions font des ravages : l'incidence de l'asthme, des allergies, de l'obésité mais aussi du cancer et des troubles neurologiques est en croissance constante. L'insécurité sociale frappe également : nombreux sont ceux qui vivent des épisodes d'épuisement professionnel dus au stress et au rythme frénétique imposé par le diktat de la compétitivité. Tout aussi nombreux sont ceux qui sont exclus du marché du travail et vivent l'opprobre ; les inégalités sociales se creusent et la misère croît aussi bien dans les pays riches que dans les pays pauvres.

Crise de sens, toujours.

Entraînés dans le tourbillon du productivisme et du consumérisme qui est une fuite en avant, nous perdons conscience du rétrécissement de notre liberté qui en vient à se limiter à celle de choisir parmi des produits et à nous identifier à des marques commerciales. Le sens véritable de la vie, qui est quête en soi, est évacué du programme. Continuellement occupés, agités, divertis, nous n'avons plus le temps de réfléchir alors même que nous consommons des biens, des services et nos relations.

Les liens humains prennent place dans un système où le réflexe cultivé est de chercher notre plus

grand profit, au détriment de la solidarité. Branchés sur des médias de masse qui procurent une illusion de présence, nous constatons avec impuissance notre difficulté d'être, tout simplement, avec nous-mêmes et nos semblables.

Crise politique, enfin.

Les citoyens désabusés ne font plus confiance aux responsables politiques. Forcés de constater la quasi-équivalence des politiques menées par les partis au pouvoir, hormis quelques nuances et accents oratoires, ils se prêtent au rituel électoral sans enthousiasme ou choisissent d'y renoncer.

L'absence d'écoute des élites politiques face aux protestations populaires, l'inexistence de mécanismes de démocratie directe et surtout l'abandon par le politique de son pouvoir d'orientation et de décision à des instances peu ou non contrôlées (Union européenne, OMC...), gardiennes de l'orthodoxie libre-échangiste, expliquent largement cette évolution inquiétante.

En fait, les gouvernements et les partis politiques n'ont guère de marge de manœuvre dès lors qu'ils se sont enfermés dans la logique de croissance ; celle-ci les contraint à attirer les investisseurs et à les ménager en permanence en évitant toute mesure un tant soit peu contraignante. Il est clair que les intérêts financiers des groupes transnationaux pèsent alors plus lourd que le droit des peuples.

Si on ajoute que les grands enjeux sociétaux sont le plus souvent soustraits au débat démocratique, le « progrès » ne pouvant être contesté, on voit que l'idéologie de la croissance ne laisse guère de place au débat politique.

Nous, objecteurs de croissance, déplorons les ravages provoqués par l'idéologie de la croissance et toutes les conditions qui la déterminent.

Illusions et imposture

En réponse à ces quatre crises graves, différentes fausses solutions sont évoquées par les décideurs :

- l'illusoire idéologie du progrès ;
- l'illusion de l'innovation technologique salvatrice ;
- l'imposture du développement durable.

L'analyse nous montre que ces réponses sont illusoire car elles impliquent une croissance économique soutenue et ne changent en rien ce qui est en place aujourd'hui ; elles sont donc inacceptables et doivent être dénoncées.

L'illusoire idéologie du « Progrès »

L'idéologie du progrès consiste à considérer l'Homme en tant que maître de la nature qui avance inéluctablement vers l'amélioration constante du monde. Une telle vision rejette ou ignore par principe des connaissances issues d'un

lointain passé ou d'anciennes civilisations, occulte les problèmes du présent et cache ceux à venir.

L'idéologie du progrès nous dit en substance que nous ne devons pas nous inquiéter, que le monde va s'améliorer, que des solutions seront trouvées, que nous devons continuer à avancer dans la direction actuelle – forcément la meilleure, puisqu'instaurée par l'Homme et la « Science ». La foi dans le « Progrès » soutient l'idéologie de la croissance : elle est omniprésente et son illusion nourrit le consumérisme.

L'illusion de l'innovation technologique salvatrice

Nous vivons dans un monde qui valorise systématiquement l'innovation technologique sans considérer l'ensemble de ses conséquences, sociales et environnementales, oubliant que c'est cette même foi qui a souvent engendré les catastrophes écologiques que la technologie prétend aujourd'hui solutionner. Ainsi par exemple, une technologie médicale de pointe, impensable en dehors du cadre d'une société industrialisée, permet de soigner des cancers... dus à la pollution engendrée par l'industrialisation. Selon certains, la technologie sera capable à l'avenir de rendre les industries plus propres, de trouver d'autres sources d'énergie moins polluantes... Ces illusions sont entretenues ardemment par les industries en quête de subsides et de profit maximum, et par les politiques qui se réfugient dans cette vision facile puisqu'elle les désresponsabilise.

Nous devenons complètement dépendants et soumis à la technologie parce que nous sommes de moins en moins capables de vivre sans elle, et de moins en moins capables, pour la plupart, de réparer les outils qu'elle produit. En effet, sa complexité est telle que nous ne pouvons pas la maîtriser personnellement ou collectivement... Ainsi, nous vivons malgré nous dans l'ignorance du réseau de dépendance impliqué par son utilisation : les appareils technologiques n'existent pas seuls, ils impliquent toute une organisation sous-jacente.

Nous y sommes soumis car les innovations technologiques qui conditionnent des pans entiers de nos vies résultent de programmes de recherche-développement conçus et décidés en dehors de tout débat réellement démocratique, même lorsqu'ils sont financés par les pouvoirs publics... Pourtant, les machines que nous nommons « outils » ne sont pas des objets neutres : leur usage nous inscrit dans un vaste système de contraintes, et plus encore il nous transforme, modifie notre rapport au temps, à l'espace, aux autres êtres humains. La technologie métamorphose notre vision du monde et nos principes mêmes. En réalité, certaines avancées technologiques, présentées comme des solutions, peuvent présenter des conséquences socio-économiques et écologiques désastreuses (agrocarburants) ou être porteuses de risques graves pour la société (OGM). D'autres ont des

implications potentielles tellement énormes (alors que leurs apports restent, à ce stade, bien hypothétiques - par exemple les nanotechnologies) que la prudence et le débat s'imposent manifestement.

Il est temps de se rendre compte que la technologie seule ne peut en aucun cas résoudre les crises auxquelles nous sommes aujourd'hui confrontés.

Entendons-nous bien : l'objection de croissance n'est ni le désir d'un impossible retour au passé, ni le rejet de toute technique. Elle se veut porteuse de choix technologiques écologiquement et socialement soutenable. Elle implique l'abandon de certaines technologies (ex. : nucléaire), d'autres voyant leur utilisation limitée. La priorité sera accordée aux technologies « propres », maîtrisables et adaptées à un fonctionnement à petite échelle.

L'imposture du développement durable

Le concept de développement durable (« sustainable development ») a vu le jour en 1987 avec la publication du « Rapport Brundtland » par la Commission mondiale sur l'environnement et le développement des Nations-Unies. Il est défini comme un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre à leurs propres besoins. Le développement durable inaugure, selon ce même rapport, une nouvelle ère de croissance économique permettant de mieux lutter contre les problèmes de dégradation de l'environnement.

En 1992, la déclaration de Rio adoptait cette logique et, en son principe n° 12, disait promouvoir un système économique international ouvert, propre à engendrer une croissance économique et un développement durable dans tous les pays. Le développement durable ne remet donc aucunement en question la croissance et la réalité des « besoins » du présent. Il n'est donc pas surprenant que 15 ans après Rio, l'état de la planète ait continué à se dégrader ; l'empreinte écologique, paramètre global révélateur de l'impact des activités humaines sur l'environnement, montre une évolution continue à la hausse, sans aucune inflexion depuis 1992. En 2005, l'empreinte écologique globale dépassait la capacité de régénération de la planète de 30% contre 10% en 1992.

Croire que cette dégradation serait due à trop peu de développement durable constituerait une erreur. Le développement durable, en laissant croire que la technologie, le libre-échange et la bonne volonté suffiront pour sauver la planète, est un concept dangereux. Il fait en effet perdre un temps précieux et permet aux Etats et aux multinationales de perpétuer des comportements socialement et écologiquement destructeurs. On peut comprendre qu'en 1987 de nombreux militants écologistes se soient laissés abuser par l'espoir de voir enfin changer les choses. Les faits se sont révélés très cruels depuis lors.

Le développement durable s'avère donc être un piège aussi dangereux que la croyance en l'idéologie du progrès et la technologie salvatrice. Il se dit la garantie de la croissance économique... dont il est en réalité très urgent de sortir.³

« *Je me méfie de cette terminologie qui risque de n'être qu'une digression, un os à ronger jeté à l'opinion pour tenter de la rassurer et ajourner les décisions radicales qui s'imposent* » déclare ainsi Pierre Rabhi⁴.

Sortir de la croissance

L'idéologie dominante pose la croissance économique comme souhaitable, nécessaire et inévitable. La croissance à l'infini n'est pourtant qu'une construction mentale humaine illusoire : ce n'est ni une fatalité économique ni une nécessité sociétale. Le monde d'aujourd'hui nous montre que ce postulat est en réalité la cause de nombre de nos problèmes.

La croissance économique à l'infini est illusoire

D'un point de vue théorique, la croissance économique butte contre les limites physiques réelles qui peuvent être formalisées par la deuxième loi de la thermodynamique (Carnot, 1824)⁵. Même intuitivement, il est compréhensible par tout un chacun qu'une croissance infinie dans un monde fini est totalement impossible.

Plus concrètement, nous sommes confrontés à une illustration parfaite de ce problème : la croissance économique repose sur une consommation importante d'énergie fossile, dont pourtant la diminution est annoncée pour les prochaines années, et qu'il ne sera pas possible de remplacer si aisément, pas plus que d'autres ressources, du sous-sol en particulier. Des perturbations importantes du système actuel sont donc à prévoir et impliquent qu'il est urgent de repenser les choses au-delà de l'idéologie de la croissance.

La croissance économique comme cause des crises actuelles

Notre société a lié son destin à une organisation fondée sur l'accumulation illimitée où la croissance est une nécessité. Elle combine trois ingrédients : la publicité commerciale (qui nous fait désirer ce que nous n'avons pas), le crédit (lorsqu'il donne les moyens de consommer instantanément au-delà du raisonnable) et l'obsolescence programmée des objets (dont le cycle de vie est raccourci en permanence, soit à cause de défauts techniques systématiques, soit grâce à la frénésie de l'innovation⁶). Ces phénomènes se trouvent légitimés par l'impératif de la croissance, même si la gestion des déchets et pollutions coûte des sommes astronomiques à la collectivité et même si l'argent public est de plus en plus sollicité pour couvrir les ratés du système ou mettre en place les infrastructures nécessaires. Cette idéologie, en posant comme légitime, sensée et nécessaire

l'accumulation de richesses, tente de justifier presque tous les moyens de sa mise en œuvre, jusqu'aux plus inhumains : marchandisation de l'eau, du vivant, exploitation des enfants, guerres pour le pétrole, l'eau, etc.

La croissance économique aggrave la dégradation écologique : surexploitation agricole avec utilisation intensive de produits chimiques polluants désastreux pour la santé et la vie humaine et la biodiversité, mondialisation marchande qui multiplie exponentiellement nos émissions de gaz à effet de serre, surconsommation ayant comme conséquence la production d'une quantité ingérable de déchets. Notre empreinte écologique est bien au-delà du seuil soutenable à cause de notre consommation effrénée – mais nécessaire dans le système actuel.

La croissance économique renforce dramatiquement la crise sociale : les inégalités Nord-Sud se font chaque jour plus criantes, le fossé s'élargit entre les pauvres et les riches de tous pays, des millions de personnes tombent dans la misère et ne peuvent s'extraire de conditions de vie inhumaines et dégradantes. La croissance économique n'a jamais résolu le problème du chômage et le « Tout au travail » ambiant nous transforme plus que jamais en « homo oeconomicus », simples rouages d'un système absurde : nous travaillons pour consommer, y compris ce que nous produisons nous-mêmes, sans en toucher les principaux bénéficiaires (économiques et humains). Nous sommes poussés à la surconsommation en permanence, gage de survie temporaire du système⁷.

La croissance économique est au cœur de la perte de sens ; elle stimule l'individualisme égoïste, la frustration, la compétition. La pression économique provoque la dépression et même le suicide ; nous ne nous sentons plus libres que de consommer et de travailler. Plus que jamais, l'avoir prend le pas sur l'être. Les antidépresseurs et les téléviseurs – qui, par bien des aspects, ont la même fonction globale – ne se sont jamais aussi bien vendus qu'aujourd'hui.

La croissance économique, enfin, alimente la crise politique : la classe politique actuelle prône un système de croissance à l'origine de tant de maux qu'elle en est de plus en plus décrédibilisée. La logique partocratique qu'elle entretient activement impose une politique de court terme superficielle qui ne peut aucunement permettre de relever les défis d'aujourd'hui. De plus en plus d'électeurs ne se reconnaissent plus dans les discours politiques convenus qui abdiquent systématiquement devant « la croissance », et se sentent trahis par la dérive des institutions démocratiques, trop souvent mises au service d'intérêts particuliers plutôt que de la défense du bien commun.

En outre, la classe politique se dépossède elle-même largement de sa capacité d'action en cédant

le pouvoir qui lui revient et les intérêts de ses concitoyens à des institutions supranationales dont la légitimité démocratique est contestable (Union européenne...) ou nulle (OMC, OTAN...), ou à de grands groupes économiques ou financiers.

La croissance économique : en sortir !

Il est urgent de redécouvrir la sagesse de l'escargot telle que nous l'explique Ivan Illich⁸: « *L'escargot construit la délicate architecture de sa coquille en ajoutant l'une après l'autre des spires toujours plus larges, puis il cesse brusquement et commence des enroulements cette fois décroissants. C'est qu'une seule spire encore plus large donnerait à la coquille une dimension seize fois plus grande. Au lieu de contribuer au bien-être de l'animal, elle le surchargerait. Dès lors, toute augmentation de sa productivité servirait seulement à pallier les difficultés créées par cet agrandissement de la coquille au-delà des limites fixées par sa finalité.* »

Cette métaphore témoigne du caractère insoutenable et irréaliste de la croissance infinie. Elle indique en outre la nécessité de la réduction de la production, lorsque certains seuils sont atteints et que commence alors un processus de destruction des effets positifs engrangés jusque là.

Cette réduction appelle à son tour un changement de point de vue : il faut concevoir les choses autrement pour réorienter la pratique et prendre une voie soutenable et potentiellement heureuse.

La décroissance de la production (et de la consommation) appelle donc un autre cadre théorique et pratique dans lequel elle pourrait se réaliser : c'est ce cadre que nous nommons l'objection de croissance, nouveau paradigme⁹, en construction, duquel nous nous réclamons. La décroissance de la production et de la consommation est quant à elle le chemin que nous devons emprunter pour faire advenir une société préférable.

Mais emprunter ce chemin ne doit pas se faire de façon dogmatique ; en effet si la décroissance s'applique à toutes les catégories de la population, elle engendrera pour les catégories les plus défavorisées des situations beaucoup plus difficiles à court terme que pour les catégories favorisées. Il est donc impératif de prévoir un ensemble de mesures redistributives et de redéployer des services publics efficaces. D'autre part, face à l'augmentation de la misère et de l'exclusion, dans les pays industrialisés mais surtout dans les pays du sud de la planète, il est impératif de prévoir des mécanismes permettant à ces populations d'obtenir un accès réel et optimal à des biens et des services indispensables à la dignité humaine, tels l'accès à l'eau, à la souveraineté alimentaire, aux services de santé et d'hygiène, au logement, à l'éducation et à l'épanouissement culturel, et ce dans le respect des capacités régénératives de la biosphère.

Ce nouveau paradigme doit donc mettre fin aux injustices et inégalités sociales qui sévissent dans notre société ainsi que dans les rapports que les pays riches entretiennent avec les pays pauvres.

Quel projet politique ?

L'objection de croissance symbolise en le nommant un changement de paradigme qui rompt avec la croyance que plus de bien-être passe par plus de consommation et par plus de production. C'est le choix d'une autre vision du monde dans laquelle le sens de la mesure remet l'Être humain et ses activités en équilibre avec son milieu mais aussi avec ses semblables. C'est donc une philosophie politique dans laquelle l'humain reprend tout son sens.

L'objection de croissance est désirable avant d'être nécessaire, ce qui revient à dire que l'objection de croissance s'imposerait même si les ressources étaient illimitées. Les solutions qu'elle apporte ne doivent pas être jugées uniquement à l'aune de l'efficacité économique et écologique, auquel cas nous tomberions dans le même piège que le développement durable. C'est ainsi notamment que si l'objection de croissance cherche à libérer le désir humain de sa mise au pas par le consumérisme marchand, ce n'est pas seulement pour réduire l'empreinte écologique mais aussi pour mettre la faculté désirante des êtres humains au service de l'humanité et de son émancipation. L'humanité ne se limite pas aux activités économiques des individus. La nature humaine est riche de très nombreuses facettes dont la diversité doit être cultivée.

Il nous faut donc construire une nouvelle vision politique de la société, un idéalisme politique qui englobe certes la conscience des traumatismes présents et à venir causés par l'idéologie de la croissance et ses solutions, mais qui donne aussi une orientation nouvelle dans le sens d'une redécouverte de l'humanisme par l'avènement d'une citoyenneté authentique (« *l'insurrection des consciences* » dont parle Pierre Rabhi).

Par conséquent, quiconque se tient ou est tenu à l'écart de l'exercice concret de l'activité politique - comme le sont la majorité des « citoyens » dans nos démocraties représentatives - se voit nier l'exercice de sa liberté fondamentale. En effet, chacun de nous est responsable de la survie de l'espèce ou de sa destruction. Nous ne pouvons donc pas nous détourner sous un quelconque prétexte, qu'il soit consumériste ou de crispation sur des intérêts particuliers, de la priorité donnée à l'humanité en notre propre personne et en la personne d'autrui.

La société que nous voulons construire devra être à même d'éveiller le désir d'humanité et d'offrir les conditions sociales de liberté, de pluralité, de disponibilité et d'éducation permettant aux

hommes et aux femmes d'accomplir leur épanouissement personnel. « Nous sommes ce que nous cultivons en nous », et nous savons qu'il est possible de cultiver collectivement l'intelligence, la créativité et la volonté des êtres humains de participer à un changement de culture radical, valorisant l'être et la solidarité humaine plutôt que l'avoir et l'individualisme.

La nécessaire reprise en main par les citoyens de leur capacité à inventer leur propre vie nous amène à privilégier les outils¹⁰ qui

- sont contrôlables et maîtrisables par l'homme et donc à sa mesure ;
- sont localisés : entreprises de petite taille, de proximité, circuits courts notamment en agriculture, institutions décentralisées ;
- favorisent le savoir-faire autonome et la créativité ;
- encouragent le partage des appareils aujourd'hui individualisés (voitures, outillage de bricolage et ménager, etc.) et donc le droit d'usage plutôt que le droit de propriété ;
- privilégient une moindre consommation des ressources fossiles, en particulier énergétiques, et mieux encore une non-consommation ;
- assurent une maîtrise de la demande énergétique (sobriété et efficacité énergétique, utilisation rationnelle de l'énergie, politique d'isolation, etc.) et une montée en puissance des énergies renouvelables décentralisées et contrôlées par les citoyens ;
- découlent de choix citoyens après évaluation des impacts sociaux, sociétaux et environnementaux.

La mise en œuvre d'une économie relocalisée et à la mesure de l'homme nous amène à envisager un système politique fondé sur de plus petites (et donc plus nombreuses) entités qu'aujourd'hui, entités où le pouvoir politique de chaque citoyen puisse s'exercer dans le cadre d'une démocratie directe, participative et solidaire.

Un nouveau contrat social doit donc émerger, basé sur les principes suivants :

- la course à la croissance et au progrès matériel, la compétitivité et l'esprit de conquête doivent faire place au bien-être, à la convivialité, à la coopération, à la solidarité et au respect du monde vivant et des équilibres naturels ;
- l'économie néo-libérale que nous connaissons aujourd'hui doit disparaître au profit d'une économie non violente, non prédatrice.

C'est donc à une transformation politique radicale que nous voulons œuvrer : assurer prioritairement un revenu suffisant à tous les habitants de la Terre et assurer la mise en place d'une bioéconomie, c'est-à-dire une économie qui tient compte des

limites dans lesquelles elle s'inscrit, ce qui passe par

- la relocalisation des activités économiques ;
- l'autonomie alimentaire et énergétique ;
- une économie du réparable et du recyclable ;
- la lutte contre tous les gaspillages et donc la fin de l'obsolescence organisée ;
- des services publics ou non-marchands d'intérêt collectif ;
- la coopération, l'autonomie et la démocratie directe ;
- le respect et la protection des diversités culturelles et biologiques.

Le partage équitable des richesses fait partie intégrante de ces choix. Tout gain de productivité doit être affecté à la diminution du temps de travail et au dégagement de temps libre, nécessaire à une véritable participation citoyenne et à la mise en place d'une société libérée du « Tout au travail ».

L'objection de croissance veut donc être un projet politique complet. Si elle prend en considération les limites au-delà desquelles une accumulation de biens cesse d'être supportable pour la collectivité, elle nous libère également de nombreuses contraintes qui empêchent la réalisation de notre humanité. L'objection de croissance est un projet d'émancipation, individuelle autant que collective, de l'aliénation du productivisme. La liberté promise pour les peuples colonisés, pour les travailleurs salariés, pour les femmes dominées, pour les citoyens mal représentés, pour les pauvres partout dans le monde n'a trouvé d'aboutissement dans aucune forme d'organisation socio-politique moderne. Les assauts du capitalisme mondialisé et ses expressions - dont le machinisme, le « Tout au travail », le consumérisme et la concurrence - constituent autant de régressions par rapport à ces promesses de l'histoire. L'émancipation est plus que jamais un espoir et un projet à faire vivre. L'objection de croissance est émancipatrice. Elle nous replace en capacité d'agir et de prendre notre propre vie en main au lieu de la laisser sombrer dans des crises de plus en plus globales et catastrophiques. Elle nous donne la possibilité d'inventer et de nous investir dans un nouveau paradigme humaniste, libérateur et socialement équitable. C'est ce que nous voulons faire en portant le débat dans la sphère politique par tous les moyens démocratiques qui nous seront accessibles et en créant et développant le Mouvement politique des objecteurs de croissance.

¹ En fait la biodiversité est déjà largement mise à mal ; aujourd'hui l'extinction des espèces connaît un accroissement rapide, conséquence de la pollution, de la surexploitation des ressources naturelles et du dérèglement climatique.

Note (octobre 2010) : le rapport Planète vivante 2010 fait état d'une diminution globale de la biodiversité de 30 % entre 1970 et 2007 ; dans les zones tropicales, cette diminution atteint 60 %.

² L'empreinte écologique d'une personne est une estimation de la surface terrestre bioproductive nécessaire pour produire ce qu'elle consomme et absorber ses déchets. En moyenne, tout habitant de la Terre dispose ainsi de 2,1 hectares mais nous consommons comme si nous avions chacun à notre disposition 2,7 hectares, c'est-à-dire 1,3 planète globalement. Avec les disparités qu'on imagine d'un pays à l'autre et entre les riches et les pauvres d'un même pays : par exemple, en moyenne, l'Américain fait comme s'il disposait de 4,5 planètes, le Belge de 2,4 planètes et le Congolais de 0,3 planète (données de 2008, Global Footprint Network, www.footprintnetwork.org).

Note (octobre 2010) : en 2010, le Global Footprint Network a affiné ses calculs selon des données de 2007 mises à jour. L'empreinte écologique est toujours de 2,7 hectares par habitant de la planète mais la biocapacité mondiale moyenne est passée à 1,8 hectare par habitant (au lieu de 2,1 ci-dessus - l'humanité fait donc comme si elle disposait d'une planète et demie). L'empreinte du Belge moyen est de 8 hectares et dépasse même légèrement celle de l'États-Unien moyen, ce qui fait qu'ils vivent tous deux comme s'ils disposaient d'environ 4,5 planètes. Le Congolais moyen fait avec 0,6 planète.

³ Il est aussi nécessaire de prendre en compte l'effet rebond où certaines pratiques de consommation dites « responsables » semblent légitimer pour le consommateur des actes qui annulent totalement les effets bénéfiques de cette responsabilisation. Ainsi, un effet rebond a été constaté avec les technologies éco-énergétiques : puisque la machine consomme moins, les consommateurs ont tendance à l'utiliser davantage ou à allouer l'argent économisé à d'autres biens de consommation, avec pour conséquence une augmentation globale des ressources matérielles ou énergétiques utilisées et de la pollution.

⁴ Nicolas Hulot, Pierre Rabhi et Weronicka Zarachowicz, « Graines de possibles - Regards croisés sur l'écologie », Calmann-Lévy, 2005, page 176.

⁵ En effet, le fait que les transformations de l'énergie en ses différentes formes ne soient pas totalement réversibles ne peut pas ne pas avoir de conséquences sur une économie qui repose sur ces transformations.

⁶ Ainsi, celui qui souhaite faire réparer un appareil doit agir avec conviction pour renoncer à l'attrait du nouveau modèle et pour trouver, quand cela est encore possible, les pièces et le réparateur qualifié. L'évolution technique des équipements électriques et électroniques (téléphones portables, ordinateurs, téléviseurs, électroménager...) est si rapide qu'un appareil en bon état est démodé en deux ou trois ans ; en cas de panne, la réparation est non seulement plus coûteuse que le remplacement mais elle oblige à renoncer au « progrès » technique.

Rapidement, les objets se retrouvent dans les dépotoirs, après avoir participé à l'exploitation des personnes qui les fabriquent, au gaspillage des ressources, à la consommation d'énergie et à la production de pollution. Au jour de la rédaction de ce manifeste, l'Union européenne produit 7 millions de tonnes de déchets électriques et électroniques par an ; ces déchets sont pour une large part exportés vers l'Asie et l'Afrique...

⁷ Paul Hazard dans « Le malaise américain » (1931) : « *Alors un doute immense commence à troubler les esprits. L'idée qu'il faut surproduire pour qu'on surachète, c'est-à-dire l'idée qui domine la vie économique de tout le pays, est-elle si juste ? Quand le marché est saturé et que la production continue, que devenir ? On a fait une campagne de publicité pour que chaque famille achète deux autos : une seule ne suffit pas. Lui persuadera-t-on d'en acheter trois ? On achète à crédit son auto, sa maison, son réfrigérateur, son pardessus, ses chaussures. Le temps vient pourtant où il faut régler son compte* ». Cité par Serge Latouche, « Petit traité de la décroissance sereine », 2007, Editions « Mille et une nuits ».

⁸ Ivan Illich, « Le genre vernaculaire », in « Œuvres complètes », tome 2, Fayard, Paris, 2005, page 292.

⁹ Paradigme : une conception du monde, une manière de voir les choses qui se caractérise par le choix d'une certaine rationalité.

¹⁰ Outil : tout objet, organisation ou structure pris comme moyen d'une fin.